

Au pied du mur

La dette et l'épargne

La dette publique de la France va atteindre le record de **2 000 milliards d'euros en 2013** soit un taux d'endettement de **95% du PIB**. NB : 80% de la dette, C.à.d. **1600 milliards d'euros sont des intérêts**.

La France doit trouver **800 millions d'euros PAR JOUR** à emprunter pour faire face à ses obligations ; salaire des fonctionnaires, allocations chômage, pensions de retraites...

Espérer que les investisseurs vont continuer, sans fin, à nous prêter de l'argent est un mirage, de la même façon, croire que la France sera épargnée par une **chute brutale et soudaine** est une illusion qui nous mène directement à la **cessation de paiement**.

Depuis plus de **35 ans**, tous les gouvernements, par manque de courage ou par calculs électoraux se sont gardés de s'attaquer aux réformes fiscales et financières essentielles à la survie du pays, se contentant de réformes alibis pour donner le change en évitant soigneusement de réformer le système.

Pris à la gorge, par lâcheté, ou par intérêt, ils ont fait le choix de ménager la finance internationale afin d'attirer ses bonnes grâces, erreur fatale, c'est elle qui va finalement nous étrangler. Le capitalisme international est par nature amoral et n'a donc pas de morale, sa seule motivation est l'appât du gain, son seul but c'est le profit à tout prix y compris par le vol et l'escroquerie.

Depuis la crise mondiale de 2008, provoquée par la faillite du géant **Lehman Brothers** le 15 septembre 2008, les grandes banques américaines, **Goldman Sachs, JP Morgan et Bank of America** n'ont, **à aucun moment**, cessées de spéculer sur les crédits hypothécaires « subprimes », pire, comme des savants fous, les mathématiciens se sont mis au service du mal et ont « fabriqués » des produits « toxiques » pudiquement appelés « structurés ». En fait il s'agit bien d'une **escroquerie à l'échelle mondiale**. Tous les banquiers européens de la **Barclays, Citigroup, Deutsche Bank, Crédit Suisse, Dexia, General Electric, Royal Bank of Scotland, Société Générale, USB**, etc. appâtés par le profit sont également complices, ils ne pouvaient **en aucun cas** (voir les conclusions des enquêtes parlementaires) ignorer la nature des « produits » qu'ils proposaient à leurs clients. Le client est laissé dans l'ignorance sur la véritable nature de ces crédits ou placements hautement « toxiques ». Ce sont de véritables bombes à retardement qui peuvent se déclencher à l'instant ou dans des décennies.

Combien de banquiers malhonnêtes sont en prison pour « **escroquerie en bande organisée** » ?

L'Islande s'apprête à traduire en justice des banquiers malhonnêtes Le 28/03/2013, une nouvelle qui ne devrait pas faire le tour des chaînes télévisées étant donné les idées que cela pourrait donner à d'autres peuples européens. En effet, l'Europe c'est le scandale chypriote mais aussi la valeur des islandais qui n'ont pas hésité à traduire en justice les responsables de la catastrophe financière, c'est à dire les banquiers (même si bankster est un mot plus approprié).

Le Royaume-Uni veut pouvoir envoyer les banquiers fautifs en prison. L'Expansion.com avec AFP le 19/06/2013. Après l'affaire des manipulations du **Libor**, une commission parlementaire britannique recommande de durcir les sanctions à l'encontre des banquiers ayant commis des fautes graves de gestion. Elle préconise des peines de prison et la suspension des bonus. Cette fois-ci c'est donc l'ancien directeur de la **banque KAUPFING** à être traduit en justice pour avoir caché la mauvaise santé de son établissement et pour avoir empoché 2 millions d'euros à son propre profit. 8 anciens cadres devraient être inculpés également.

Faut-il mettre les banquiers en prison ? Punir les "comportements irresponsables" en mettant au besoin les banquiers sous les verrous : c'est la proposition choc d'une **commission parlementaire britannique** qui a rendu son rapport le 19 juin. The Independent applaudit des deux mains. Pour le Guardian, ce n'est pas suffisant. COURRIER INTERNATIONAL 27 JUIN 2013.

En fait, **la seule solution pour mettre fin à la spéculation** et ramener les banquiers à un comportement responsable, c'est la peur du gendarme et la privation de liberté. Ça marche aussi chez les banquiers. Sinon les banksters sont libres de continuer à spéculer, comme en 2008, sur le dos de leurs clients.

La justice américaine préfère encaisser le montant des amendes, plutôt que de punir les dirigeants. **JP Morgan*** vient d'être forcée de payer une amende de **13 milliards de dollars**, **Bank of America** est menacée d'une amende de **19 milliards de dollars** (c'est peu par rapport aux énormes profits réalisés). Les prochaines sur la liste sont **Royal Bank of Scotland, Crédit Suisse, Goldman Sachs** et **Barclays**. Par contre, **UBS, Citigroup** et **General Electric** sont parvenus à un accord à l'amiable avec les autorités américaines ! NB : **JPMorgan Chase** : bénéfice net **21,3 milliards** de dollars, **Goldman Sachs** : bénéfice net **7,3 milliards** de dollars, en 2012.

Que fait la justice française ? Le gouvernement préfère l'amnistie, pire il vient d'accorder une immunité totale aux banques et interdire aux victimes d'ester en justice à l'encontre des fraudeurs, par exemple contre **Dexia**.

Que reste-il ? Punir les fourmis et récompenser les cigales ?

La tentation est grande, de s'emparer de **l'épargne financière française** (1624 milliards d'euros en 2012), c'est curieux cela correspond à 80% de la dette ...).

Spolier des millions de petits épargnants, retraités et familles (la moyenne de l'épargne est de 3000 euros par ménage), semble la solution de facilité. C'est quand même moins risqué de s'attaquer aux petits plutôt qu'aux grands groupes financiers !

Le FMI encourage les Etats dans cette voie et évoque **un prélèvement «une fois pour toute» sur l'épargne privée**. «Les taux de taxation nécessaires pour ramener les ratios de dettes (par rapport au PIB) à leur niveau de la fin 2007 nécessiteraient une imposition d'environ 10% sur tous les ménages disposant d'une épargne nette positive», expliquent les économistes du FMI, selon le Figaro. Une ponction qui pourrait atteindre un tel résultat dans 15 pays de la zone Euro, selon leurs calculs. **Christine Lagarde**, Directrice Générale du Fonds Monétaire International.

Ruiner les épargnants n'est pas nouveau, toutes les nations européennes y songèrent au lendemain de la première guerre mondiale. L'Italie, avec une taxe de 3,3% à **54,3%** sur les patrimoines acquis depuis 1914. L'expérience la plus probante est sans doute celle du Japon au lendemain de la Seconde Guerre mondiale: le prélèvement sur les patrimoines privés allant de 10% à **90%** s'inscrivait dans le cadre d'un vaste programme de reconstruction de l'économie nationale.

L'idée fait son chemin, c'est déjà en route, les députés ont adopté **mercredi 23 octobre 2013** une loi sur le taux des prélèvements sociaux qui sera uniformisé à **15,5%** pour les produits de placement exonérés d'impôt sur le revenu tels que les plans d'épargne en actions (PEA), les plans d'épargne-logement (PEL) et les assurances vie. **La mesure doit rapporter 600 millions d'euros**, dont 450 seront affectés à la Sécurité sociale.

Dernière minute (27/10/2013) : sous la pression de la grande majorité des français, le gouvernement renonce à taxer les plans d'épargne en actions (PEA), les plans d'épargne-logement

(PEL), il ne reste plus que les **assurances vie**. Maigre récolte : pour à peine **400 millions d'euros**, soit une demi-journée d'emprunt ! Tout ça pour ça !

Il reste une autre possibilité, aux effets très controversés ; **l'inflation** : L'Allemagne se souvient parfaitement de l'hyperinflation qui la frappe en 1923, en quelques mois les denrées s'achètent en milliards de marks, elle provoque la dislocation quasi-complète de la société. La famine s'installe un peu partout, des émeutes éclatent et la république de Weimar vit ses derniers jours, on connaît la suite, arrivée au pouvoir de Hitler et la guerre.

Y a-t-il d'autres SOLUTIONS ? OUI très certainement ;

RECONSTRUIRE LE SYSTEME FINANCIER

- **Rétablir la parité fixe des monnaies** dans le même esprit que la conférence de Bretton Woods le 22 juillet 1944. NB : Plus de spéculation possible sur les monnaies.
- **Dettes mondiale** : L'énormité de la dette mondiale tourne à l'absurde, elle est estimée à plus de **46.000 milliards de dollars** et **aucun pays au monde** n'est en mesure de rembourser sa dette **avant plusieurs siècles** ! Il suffit de faire le calcul pour la France avec une dette de **2000 milliards d'euros** (2013) au rythme de **8 milliards par an** de remboursement **du capital** il faudra **250 ans** pour y arriver... Ceci sans tenir compte des 50 milliards d'intérêt que nous devons payer chaque année et le fait que nous continuons d'emprunter en permanence pour faire les fins du mois... **L'effacement de la dette mondiale**, la « **remise à zéro de tous les compteurs** » est la seule possibilité de rétablir durablement les finances de tous les Etats, **A CONDITION** d'établir de nouvelles règles afin de ne pas se trouver à nouveau dans 10 ou 20 ans dans la même situation. Questions sur la dette mondiale : Qui serait lésé par une « **remise à zéro de tous les compteurs** » ? Cet argent existe-t-il ou est-ce une monnaie virtuelle ?
- **Rétablir la possibilité pour les Etats, d'emprunter, sans intérêt, à leur propre Banque Centrale.** NB : Comme avant 1973.
- **Séparer les banques de détail des banques d'investissement.** Exemple à suivre : LONDRES, 19 décembre 2011 (Reuters) - La Grande-Bretagne a adopté lundi un ensemble de dispositions en vertu desquelles les banques devront bien séparer leur activité de banque de détail et de banque d'investissement afin de mieux protéger leur clientèle dans l'éventualité de nouvelles crises.
- **L'Etat devra prendre obligatoirement le contrôle des banques** qui font appel à l'argent public par une minorité de blocage et **nationaliser les banques dont la participation de l'Etat dépasse 50 % du capital.**
- **Moraliser et rétablir la bourse dans son seul rôle ; financement de l'économie réelle**, c'est-à-dire les entreprises de production génératrices de richesses.
- **Taxer toutes les transactions financières** y compris les micros transactions à un taux sensible qui ne sera pas inférieur à **1,5% du montant de la transaction.** NB : Ça rapporte beaucoup plus que de taxer l'épargne.
- **Réserver l'accès à la bourse aux professionnels accrédités par l'Autorité des marchés financiers** (AMF). Personnes physiques, résidentes et en mesure de présenter une garantie de solvabilité suffisante pour couvrir **sans crédit** leur opérations de bourse.

- **Interdire le « Trading » de haute fréquence.** Plus de 70% des actions échangées sur les marchés sont traitées **instantanément** en quelques nanoseconde (milliardième de seconde), **nuit et jour dans le monde entier par des systèmes de spéculation automatique** à haute fréquence (**High Frequency Trading**) ultrasophistiqués qui « travaillent » **sans pratiquement aucun contrôle humain**. Le Figaro 30/05/2011 : Le gendarme de la Bourse n'en doute pas: le trading de haute fréquence, cette pratique qui consiste à envoyer des millions d'ordres de Bourse à la vitesse de l'éclair grâce à des ordinateurs ultra puissants, doit être réglementé. «Le trading de haute fréquence doit impérativement être encadré au niveau européen. C'est un sujet de préoccupation majeure pour les régulateurs», prévient le secrétaire général de l'Autorité des marchés financiers (AMF), Thierry Francq, qui présentait lundi l'édition 2011 du rapport des risques et tendances sur les marchés financiers et pour l'épargne.
- **Interdire la spéculation sur les matières premières et agricoles.** Qu'il y ait des échanges sur les marchés de matières premières à des fins commerciales peut sembler légitime et même normal, mais lorsque il s'agit de spéculer en **générant artificiellement la pénurie des produits agricoles** tel que le riz, le maïs ou le blé et ainsi provoquer la famine, c'est tout simplement criminel ; toutes les cinq secondes, un enfant de moins de dix ans meurt de faim. Près d'un milliard d'êtres humains sont gravement sous-alimentés.

* Extrait de « Tirer les leçons de la crise et faire renaître l'espérance, c'est à la fois un devoir et une priorité » CM 1^{er} janvier 2012.

RE INDUSTRIALISER

La « solution » n'est pas seulement financière, il faut d'abord arrêter l'hémorragie dont souffre la France qui perd **1000 emplois PAR JOUR**.

Avec près de **900 usines fermées** et **100.000 emplois industriels détruits** en France au cours des **trois dernières années**, la situation est telle que nous devons considérer **la ré industrialisation comme une urgence absolue**. Si nous ne voulons pas devenir un pays en voie de sous-développement, il faut à nouveau **produire en France** pour **créer de la richesse et des emplois**.

Il est vital pour notre économie de ré équilibrer notre balance des paiements. Le différentiel de prix des produits importés de l'autre bout de la planète masque une réalité ; **chaque produit importé, coute beaucoup plus cher que son prix apparent**. Il convient en effet d'ajouter tous les coûts induits de l'importation, du transport et du bilan carbone, mais surtout **le coût social et fiscal lié à la destruction des emplois correspondants aux produits qui pourraient être fabriqués en France :**

- Pour « l'économie verte » (liste non exhaustive) : **Batteries, Matériels électrotechniques, Engins de travaux publics, Eoliennes, Machines-outils, Panneaux photovoltaïques, Kits solaires, Véhicules électriques ...)**
- Pour les produits industriels à ré implanter ou à revitaliser (liste non exhaustive) : **Ameublement, Biotechnologie, Bois, Chaussure, Chimie, Composants électroniques, Construction navale, Cuir, Cycles et motocycles, Electroménager, Emballage, Equipements de sport, Equipement sous pression, Équipements radios et télévisuels, Imprimerie, Informatique, Internet Très Haut Débit, Jouets, Matériel médical, Mécanique, Métallurgie, Métrologie, Nanotechnologie,**

Optique, Outillage, Papier, Photographie, produits d'extraction minière, Textiles et vêtements...

- **Création d'un ministère de la ré industrialisation avec la mise en place d'un Plan quinquennal élaboré en coopération avec le Conseil Economique, Social et Environnemental.** A situation de crise grave, **solution de guerre** : Affirmer notre volonté forte d'accompagner la réalisation effective de la ré industrialisation **par des mesures attractives** sur le plan fiscal, réglementaire et conventionnel, par la création de **zones franches pour les industries prioritaires**, sur tout le territoire avec un suivi en temps réel de l'avancement avec la coopération des collectivités locales.
- **Le financement** devra être inscrit au budget au titre de la **RECONSTRUCTION INDUSTRIELLE DE LA FRANCE**, sans augmentation du budget, par prélèvement de **5% sur les recettes de l'Etat** soit **13,55 milliards** (loi des finances 2011) et **0,4 point sur la TVA normale** (ce qui porte la TVA normale de 19,6% à 20%) soit **2,72 milliards** (le point de TVA normale est de 6,8 milliard en 2011) soit au total **16,22 milliards par an** pour la reconstruction industrielle, soit **81,10 milliards d'euros** pour le **premier plan quinquennal 2012 -2017**.

* Extrait de « Tirer les leçons de la crise et faire renaître l'espérance, c'est à la fois un devoir et une priorité » CM 1^{er} janvier 2012.

LE CHANGEMENT C'EST AGIR MAINTENANT

Nous sommes en guerre pour la survie de notre Nation et l'indépendance de la France, nous devons avoir une véritable **stratégie de guerre**, un plan très ambitieux. Pour cela il faut sortir des recettes toutes faites, des multiples plans timorés et des aides saupoudrés au petit bonheur. Laissons à l'ENA le soin de former des hauts fonctionnaires et des préfets pour une administration de qualité, c'est son rôle, elle le fait très bien, mais redonnons **LE POUVOIR AUX INGENIEURS** qui sortent de nos meilleures écoles, les meilleures au monde, ce sont les **généraux et les officiers** dont nous avons besoin pour **gagner cette guerre économique et industrielle**.

L'économie américaine crée plus de **200 000 emplois par MOIS en moyenne** (Le Monde Eco&ENTREPRISE 10 nov.2013)

En France, il est parfaitement possible de créer ex nihilo plus de **100 000 emplois industriels directs par an** (ce qui équivaut à la création de 400.000 emplois nets par an).

OPERATION COLBERT

Création de **50 Grandes Manufactures Nationales** (consortiums avec les industriels concernés), implantées en priorité dans les régions sinistrées les plus pauvres de France. Le capital sera réparti entre l'**Etat** (30%), la **Région** (30%) et l'**Epargne privée** (40%).

Le Financement des Manufactures Nationales s'inscrit dans le **plan quinquennal de RECONSTRUCTION INDUSTRIELLE de la France**. On n'attrape pas des mouches avec du vinaigre ; attirer l'épargne financière française vers le capital des **Manufactures Nationales** grâce à une stratégie très attractive ; garantie de l'Etat, intérêts valorisés au **double du livret A**, soit 2,50% dans les conditions actuelles. C'est de bonne politique de **récompenser** les fournis plutôt que de les **dépouiller**.

Chaque **Manufacture Nationale** sera spécialisée dans la production d'une gamme de produits stratégiques **qui DOIVENT être fabriqués en France** (voir la liste plus haut). Partout où le « savoir-faire » a disparu, exemple l'optique et la moto, fabrication sous licence des meilleurs produits mondiaux.

Accompagner la production nationale par une **politique d'importation ciblée** ; obligation pour les importateurs en situation de monopole d'**assembler en France** 50% de leurs produits vendus en France.

Adapter la législation européenne et celle de l'OMC à l'exception française ; priorité à la **sauvegarde des intérêts vitaux français**.

CONCLUSION

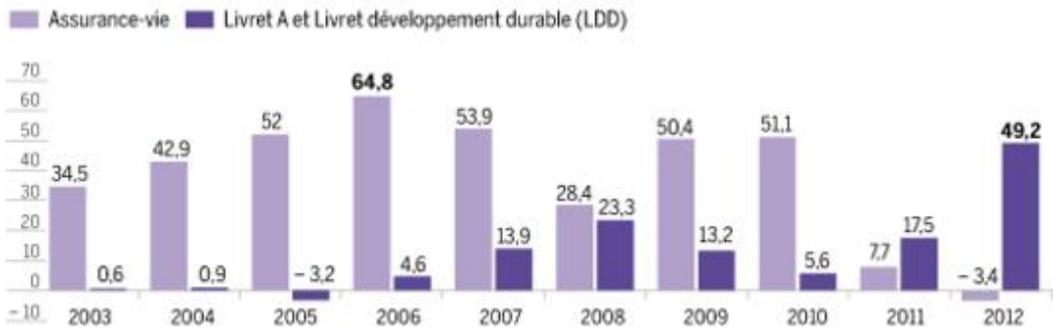
En conclusion, le changement c'est AGIR maintenant ; rediriger une grande partie de l'épargne financière française (1624 milliards d'euros en 2012) vers la **production industrielle créatrice d'emplois**, pour **plus de recettes fiscales** grâce à une nouvelle **production industrielle** et **moins de dette** grâce à une **balance commerciale équilibrée**.

Claude Mauriange, 27 octobre 2013 (Révision 17 nov.2013)

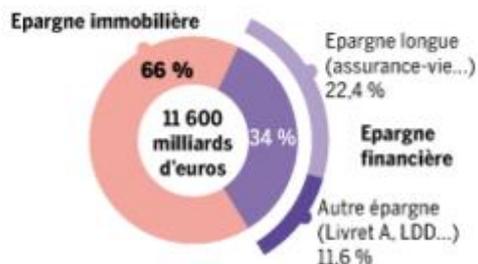
Les suggestions sont les bienvenues : claude@mauriange.fr

La France, un champion de l'épargne

MONTANTS INVESTIS EN ASSURANCE-VIE ET EN ÉPARGNE RÉGLEMENTÉE PAR LES FRANÇAIS EN 2012, en milliards d'euros



ÉPARGNE TOTALE DES MÉNAGES EN 2012, en milliards d'euros



TAUX D'ÉPARGNE DES MÉNAGES EN 2011, en %



SOURCES : FFSA, CAISSE DES DÉPÔTS, BANQUE DE FRANCE, EUROSTAT

* Estimations

